

COMMUNIQUE DE PRESSE

Objet : propos d'Emmanuel Macron sur la présence française en Algérie.

Accuser la France de « crime contre l'humanité » durant sa présence en Algérie est une double monstruosité :

- Un responsable politique ne fait pas le procès de son pays, encore moins à l'étranger. Et surtout d'Algérie, où ce procès est entretenu en permanence.
- Assimiler le comportement de nos compatriotes à celui de nazis – puisque l'incrimination pénale de « crime contre l'humanité » a été forgée au tribunal de Nuremberg pour les condamner - est une accusation aussi stupide qu'immorale.

La guerre d'Algérie a commencé par l'assassinat de deux instituteurs en 1954. Ils ont été choisis par le FLN comme cibles parce qu'ils symbolisaient une France humaniste, celle qui instruit. Huit ans plus tard, pieds-noirs et harkis n'ont eu le choix qu'entre le départ d'une terre qu'ils avaient rendue meilleure et le massacre. Ce sont ainsi 100 000 harkis et pieds-noirs - enfants, adultes et vieillards - qui ont été assassinés, le plus souvent après avoir été torturés. C'est le cas, en particulier, de membres de plusieurs familles installées dans le Tarn.

Jamais l'Etat algérien n'a exprimé son repentir des crimes du FLN. Y aurait-il des victimes plus légitimes que d'autres ?

Y a-t-il des tombes, celles de nos compatriotes, que l'on puisse profaner à bon droit ? Une mémoire serait-elle honteuse dans un cas, et glorieuse dans l'autre ?

Emmanuel Macron a rouvert les plaies d'un drame national vécu encore comme tel par beaucoup de nos compatriotes : il l'a fait sans honneur, sans intelligence, sans justice, sans fraternité.

Sa candidature à la présidence de la République est désormais entachée d'une trahison à l'égard de notre histoire et de nos compatriotes d'Algérie.

*Bernard CARAYON
Maire de Lavaur
Président des Républicains du Tarn*